

Le PIB par habitant des Italiens rejoint celui des Français

DS6901

DS6901

EUROPE

La bonne performance transalpine ne fait pas oublier la crise démographique et une productivité amorphe qui pénalisent l'économie.

Olivier Tossier
— Correspondant à Rome

L'Italie rattrape la France et comble une partie de son retard avec l'Allemagne. Il n'en fallait pas plus pour flatter l'orgueil national d'un pays très sensible lorsqu'on le compare à ses voisins directs, qui sont également ses principaux partenaires économiques. Le PIB par habitant des Italiens, à parité de pouvoir d'achat, est désormais identique à celui des Français. C'est le constat de la Commission européenne dans ses dernières prévisions de printemps, qui prennent en considération la période 2020-2025.

Des chiffres en trompe-l'œil

En 2025, l'Italie fait enfin jeu égal avec la France en termes de PIB par habitant, effaçant un écart qui s'établissait encore en sa défaveur de 10,1 % en 2020. La péninsule divise presque par deux la distance qui la sépare de l'Allemagne, avec un écart qui passe de 24,3 % à 13,9 % au cours des cinq dernières années. Elle se rapproche enfin de la moyenne de la zone euro, dont elle n'est désormais séparée que de 5,9 % au lieu des 10,7 % de 2020. Ces chiffres flatteurs reflètent le formidable rebond économique qu'a connu l'Italie après la pandémie de Covid. Elle s'enorgueillissait même d'un nouveau « miracle économique » bien plus flamboyant que celui de ses voisins. Par rapport aux niveaux de 2019, son PIB avait progressé dès 2022 de 3,9 %, contre 1,5 % en France et 0,8 % en Allemagne.

« Ce sont des chiffres en trompe-l'œil, relativise l'économiste Jacopo Sala. L'Italie profite d'une situation conjoncturelle, mais ses graves difficultés structurelles demeurent. Ces bons résultats du PIB par habitant reposent essentiellement sur les bonnes performances de son marché du travail, conjuguées à son hiver démographique. » Selon les derniers chiffres du patronat,

847.000 emplois ont été créés depuis 2022, dont 672.000 CDI et 175.000 autoentrepreneurs. Un record historique qui s'ajoute à celui du taux d'emploi au plus haut, à 62,3 % de la population active.

Cette dernière ne cesse pourtant de se contracter, en raison du vieillissement accéléré des Italiens dont le nombre ne cesse de diminuer. Entre 2020 et 2025, le pays a perdu 707.000 habitants, le faisant passer sous le seuil symbolique des 60 millions. « Ce n'est pas tant que les Italiens produisent plus, c'est surtout qu'ils sont moins nombreux à se partager la richesse produite », estime Jacopo Sala, rappelant les piètres performances transalpines depuis le début du siècle. Selon l'Istat, entre 2000 et 2019, le taux de croissance moyen a été de 0,38 % et n'a dépassé les 1 % qu'en 2015 et 2016. Si l'on considère le poids global de l'économie italienne dans la zone euro, il est passé de 18,9 % en 2000 à 15,7 % attendu cette année. Alors que le moteur de la croissance tournait au ralenti, celui de la productivité tombait en panne. En 2000, le travailleur italien moyen générait un PIB supérieur de 18,2 % à celui de son collègue dans la zone euro, en moyenne. Un niveau qui s'est effondré, à -1,1 % en 2020.

Travailleurs peu qualifiés

Si la productivité d'un Italien dépassait celle d'un Français en 2000, elle était inférieure de 9 % en 2020 et de 2,1 % cette année. La légère amélioration de ces dernières années n'enrayera pas le déclin de la production industrielle, qui a reculé de 20 % depuis 2000. Sur la même période, la productivité horaire a progressé d'à peine 1,3 % en Italie tandis qu'elle bondissait de 15 % en France et de 20 % en Allemagne et en Espagne.

« Cela s'explique par les secteurs sur lesquels repose traditionnellement la croissance italienne, ajoute Jacopo Sala. L'hôtellerie, la restauration, le tourisme, le commerce au détail... demandent un important capital humain mais sont peu innovants. La Banque d'Italie pointe également la responsabilité des entreprises qui ont négligé les investissements en recherche et innovation, surtout après le Covid et la guerre en Ukraine. Elles ont préféré embaucher des travailleurs peu qualifiés à qui elles versent les salaires parmi les plus bas d'Europe. » ■